



HAL
open science

Gilets jaunes et sciences sociales : une incommunication féconde

Eric Dacheux

► **To cite this version:**

Eric Dacheux. Gilets jaunes et sciences sociales : une incommunication féconde. Eric Dacheux Tourya Gaaaybess. Communiquer l'invisible, Presses universitaires de Nancy - Editions Universitaires de Lorraine, 2022, 2814305794. hal-03940280

HAL Id: hal-03940280

<https://hal.science/hal-03940280>

Submitted on 16 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le gilet jaune, rendu obligatoire en France dans toutes les voitures, est une injonction à la visibilité. Quiconque est obligé de s'arrêter sur la route doit revêtir ce vêtement qui signale sa présence à la vigilance des autres automobilistes. Pour J. Lèbre, c'est cette « *Contrainte de visibilité* » qui est la clef de compréhension du mouvement des Gilets jaunes : « *On pourrait dire alors que le gilet jaune est le symbole d'une contrainte qui concerne tout le monde, mais qui en concerne certains plus que d'autres* » (Lèbre, 2019, p. 53) : ceux qui n'ont pas choisi de vivre loin de leur emploi, par exemple. Mais se rendre visible, ce n'est pas simplement obéir, c'est aussi s'émanciper : c'est-à-dire se représenter soi-même en choisissant une dénomination (gilet jaune) qui est un refus des assignations identitaires stigmatisantes (travailleurs pauvres, assistés, déclassés, etc.), ce qui permet de conquérir une autonomie, un pouvoir d'agir (Fischbac, 2019 ; Voltaire, 2019). Parce que le mouvement des Gilets jaunes interroge cette double perspective (l'impératif de visibilité et la visibilité libératrice), il a toute sa place dans cet ouvrage collectif. Toutefois, il ne s'agit pas, dans ce texte, de dire ce que le mouvement des Gilets jaunes donne à voir de la démocratie française (défiance envers les élites, inégalités territoriales, demande d'une démocratie plus horizontales, etc.). Non, le but de ce chapitre est beaucoup plus modeste et réflexif : étudier ce que l'étude des Gilets jaunes rend visible dans le domaine de la recherche en science sociale, en générale (I) et dans celui des sciences de l'information et de la communication, en particulier (II). En effet, s'il n'est pas du tout certain que les éclairages portés par les sciences sociales aient servi de boussoles aux Gilets jaunes, il n'est pas du tout impossible que les travaux produits par les sciences sociales sur les Gilets jaunes mettent en lumière certains points essentiels que la routine scientifique, la surcharge de travail académique et l'injonction à publier nous font parfois oublier. Une précision liminaire avant de rentrer dans le vif du sujet, nous nous situons dans une épistémologie de la complexité (Morin, 2004), qui rompt radicalement avec le positivisme issu des Lumières mais aussi avec la neutralité axiologique telle qu'elle est généralement conçue (l'obligation de se départir de tout jugement de valeurs dans la description des faits). Nous pensons qu'il est impossible de séparer le chercheur de l'homme, impossible d'éviter que la culture dans laquelle nous vivons, la langue que nous parlons, les présupposés et les préjugés que nous avons parfois de manière non conscientes, influencent nos propos. Comme c'est impossible, nous préférons soumettre à la critique de nos pairs, non pas une analyse surplombante nourrie d'une rationalité toute puissante, mais un point de vue singulier et sensible sur un phénomène que nous tâchons d'appréhender de manière globale en sachant que nous ne pouvons en rendre compte dans sa totalité (Corcuff, 2012).

I-Ce que le mouvent des gilets jaune rend visible des sciences sociales

La question de la visibilité n'est pas née avec le mouvement des Gilets jaunes ou avec l'avènement des réseaux sociaux numériques (RSN). Dans les années soixante, la prophétie d'A. Warhol selon laquelle chacun aurait bientôt droit à son quart de célébrité et les écrits d'H. Arendt faisant de l'espace public grec la scène d'apparition du politique, la manifestation visible de la liberté du citoyen, avait déjà suscité bien des commentaires. Plus près de nous, en 2006, le livre collectif « La France invisible » (Beaud, Confavreux, Lindgaard, 2006), publié juste avant la campagne présidentielle de 2007, avait déjà placé sous le feux des projecteurs ces populations qui, malgré leur nombre, passent sous les radars du droit, des médias et des politiques publiques. A rebours de ce livre déplorant l'invisibilité de trop nombreux habitants de la France, N. Heinich, quelques années plus tard, s'interrogeait sur la trop grande visibilité d'un segment étroit de la populations (les people). En effet, son ouvrage, « De la visibilité » (2012), posait, avant le développement des RSN, qu'émergeait une nouvelle élite, une élite médiatique dont la légitimité reposait sur un critère unique : la visibilité, c'est-à-dire « la *diffusion du visage et du nom dans l'espace public* » (Heinich, 2012, p. 87). Ainsi la visibilité devenait selon la sociologue de l'art, une nouvelle valeur « *un principe au nom duquel on estime les être et mesure leur grandeur* » (Heinich, p. 494). Nouvelle valeur d'une société hypermédiatisée ou mécanisme réparateur d'une reconnaissance en panne, la visibilité est donc un thème qui nourrit des débats académiques depuis plusieurs années. Dès lors, il n'est pas surprenant que, spontanément ou sollicités par les médias, de nombreux chercheurs en sciences sociales aient essayé de comprendre ce qu'un mouvement se proclamant « Gilets jaunes » tentait de rendre visible. Or ces analyses, très nombreuses et très très hétérogènes, donnent moins à comprendre la société française actuelle qu'elles ne révèlent – à l'image d'un test de Rorschach - certaines difficultés présentes des sciences sociales francophones. Nous en avons repérées six :

-Rendre compte de l'inattendu de manière attendue. Le mouvement des Gilets jaune a surpris la plupart des observateurs, c'est un mouvement « inouï » (Bras, 2019). Face à cet inouï, « *La source de toute erreur, voire la bêtise à son propos est assez simplement identifiable : la posture de maîtrise qui, en surplomb, prétend en dire la vérité* » (Bras, 2019, p. 125). Or, dans les faits, si la plupart des commentateurs que nous avons lu¹ commencent par souligner la difficulté de saisir un mouvent si inattendu, composite, contradictoire, ils finissent par délivrer leur diagnostique qui, comme le souligne avec férocité P. Corcuff (2019), confirme leur thèses antérieures en rabattant « l'inconnu sur le connu ». Mais peut on faire autrement ? Peux-on essayer d'éclairer l'opinion -

¹ Notre travail ne repose pas sur une enquête exhaustive d'un corpus savamment constitué - pris par d'autres travaux à l'époque, nous n'avons pas projeté de travailler sur ce sujet - mais relève plus d'une approche ethnographique : la collecte, au jour le jour, des analyses qu'un citoyen intéressé par la question prélève en lisant ces mels, écoutant la radio, feuilletant les journaux, etc. C'est à partir de ce matériel subjectif que nous avons construit notre point de vue singulier. Point de vue que nous soumettons aujourd'hui à la critique de nos pairs en rendant visible les limites méthodologiques qui le fonde.

puisque ces analyses sont destinées au grand public et non à l'espace académique - sans donner des repères, c'est-à-dire fournir ses propres repères? Comment rendre compte de la nouveauté sans parler de ce qui n'est pas nouveau, c'est-à-dire sans avoir déjà une grille d'analyse de ce qui est déjà à l'œuvre dans nos sociétés. Même dans une démarche empirique partant du terrain, il n'existe pas de faits indépendamment des idées que nous utilisons pour les décrire, rappelle H.S Becker (2002), en s'appuyant sur T. Kuhn. Au fond, ce qui est gênant c'est moins d'utiliser une grille ancienne d'analyse pour comprendre l'inédit², que de laisser croire que l'on a fait autrement. Ce qui est ici rendu visible est double : un écart entre la représentation (celle de la science comme activité purement rationnelle de description distanciée du réel) et la pratique scientifique concrète (l'analyse à chaud de l'inattendu réclame nécessairement l'utilisation de repères personnels antérieurs) d'une part, et, d'autre part, une individualisation de l'activité scientifique (en partie liée au processus d'individuation de sociétés contemporaines et en partie liée à l'évaluation individuelle des carrières d'enseignants chercheurs) qui rend si difficile ce que réclame l'inouï : une analyse collective qui repose sur une recherche de terrain pluridisciplinaire.

-La coupure entre intellectuels et mouvements sociaux. Dans son journal, C. Mareste, note : « *Depuis plusieurs années, je constate la séparation entre les derniers acteurs des luttes politiques de terrain, et un certain nombre de penseurs politiques qui étaient des interlocuteurs auparavant* » (Mareste, 2019, p. 102). Et, effectivement, le fait que le mouvement est surpris la majorité des chercheurs qui se sont exprimés à son sujet souligne cette déconnexion entre chercheurs en sciences sociales et mouvements sociaux. Cette déconnexion n'est pas totale. Tout d'abord, comme sur les Zad, des doctorants ou des chercheurs confirmés ont pratiqué l'observation participante pour essayer de rendre compte de l'action des Gilets Jaunes. De plus, un intellectuel comme M. Onfray a rédigé une sorte de manuel à destination des gilets jaunes sur son site Internet³. De même, de nombreux universitaires ont participé à un mouvement comme Nuits Debouts. En outre, dans des initiatives de la société civile comme l'économie sociale et solidaire de nombreux chercheurs s'investissent, sous la forme classique de recherche actions et de formations spécifiques mais aussi sous la forme, moins classique, de revendications politiques portées dans l'espace public⁴. Enfin, la création des éditions « Liber Raisons d'agir » avait pour but de promouvoir la figure de chercheurs qui ne serait ni des intellectuels organiques attachés à une organisation politique ou syndicale singulière ni des intellectuels médiatiques intervenants sur tous les sujets ni des experts hyper spécialisés uniquement

² P. Corcuff lui-même n'échappe pas totalement au fait de « rabattre l'inconnu sur le connu » quand il fait l'hypothèse que « *les ambiguïtés du mouvement « gilets jaunes » sont pour partie liées au contexte politico-idéologique actuel de brouillage des repères politiques antérieurement stabilisés autour des notions de « gauche » et « droite » [...]* » ce qu'il nommait, avant la crise des Gilets jaunes, « le confusionnisme » (Mel collectif intitulé « Quelques repères et réflexion avant 2019 » envoyé par l'auteur, le 21 décembre 2018).

³ Michelonfray.com

⁴ Cf. Le manifeste publié par le Réseau interuniversitaire des chercheurs en économie sociale et solidaire (RIUESS), par exemple. <https://riuess.org/ess-2017/>

au service du Prince ou des pouvoirs économiques. Malgré tout, il n'en reste pas moins vrai que, depuis la disparition de P. Bourdieu, les figures intellectuelles contemporaines dont se revendiquent publiquement les militants sont peu nombreuses. Voire inexistantes. Tout se passe comme si le développement et les raffinements de la théorie des mouvements sociaux se paye au prix d'une déconnexion entre chercheurs en sciences sociales et nouvelles formes de militantisme. Ainsi, malgré - ou peut être à cause de - la multiplication de dispositifs invitant chercheurs et société civile à conduire des recherches-actions conjointes (dans le domaine du développement durable, de l'innovation sociale ou de la solidarité internationale), ce qui est rendu visible, ici, c'est l'invisibilité de l'impact des recherches en sciences sociales sur les formes et les revendications des mouvements sociaux.

-Des analyses divergentes mais pas de construction des désaccords. Le mouvement des Gilets jaunes a, tantôt été qualifié de poujadistes et réactionnaires par certains politiques et éditorialistes (D. Cohn-Bendit, J. Quatremer, etc.), tantôt de dynamique populaire pour la dignité (L. Mélançon, C. Autain). Cette diversité d'analyse s'est retrouvée parmi les chercheurs s'efforçant de rendre compte de ce mouvement. Par exemple, l'historien G. Noiriol (2019) y lit, un mouvement qui, remettant au centre la question des inégalités sociales, se voit victime d'un mépris des classes dirigeantes qui persiste dans notre pays depuis 1930 ; tandis que A. Roger et F. Papa (2019), s'appuyant sur la forte participation des femmes à ce mouvement, voient dans les Gilets jaunes la preuve tangible d'un phénomène plus profond : la visibilisation progressive de l'action des femmes dans la sphère publique. Bien sûr, constater que, suivant, sa discipline, son cadre théorique, ses ressources méthodologiques, etc., l'analyse d'un mouvement aussi hétérogène que les Gilets jaunes soit différente d'un chercheur à l'autre n'a rien de surprenant. Ce qui l'est plus, c'est l'absence de volonté collective d'organiser un espace de discussion entre ces différentes visions. Prenons deux exemples précis pour illustrer nos propos. Le premier est le numéro 126 du mensuel Philosophie magazine qui, dans un dossier, « Gilets jaunes et maintenant ? », donne la parole à dix intellectuels. Le second est le numéro 59 de la revue trimestrielle Lignes intitulé « Les gilets jaunes une querelle des interprétations ». Dans ces deux revues, des éclairages parfois passionnants sont apportés, mais ils sont juxtaposés : aucune tentative de dialogue, aucun essai pour traduire les points de convergence et de divergences des analyses produites. Or, à lire ces textes, on sent pourtant poindre des accords communs sur des traits de définitions des Gilets jaunes (mouvement hétérogène marqué par la méfiance des corps intermédiaires, le refus des chefs et une demande de justice sociale), sur l'origine du malaise (la demande de dignité de ceux qui veulent vivre et non survivre) et sur des voies de sorties de crise (articuler justice sociale et lutte écologique, apprendre à écouter les habitants, créer des dispositifs plus participatifs, etc.). De même, les diagnostics posés : épuisement de la démocratie représentative, monarchie présidentielle, soumission de la politique

aux logiques économiques néolibérales, transition entre un clivage gauche droite qui n'est plus opérant et un nouveau clivage pas encore opérationnel, fin du jacobinisme, etc. semblent plus complémentaires que contradictoires. Pourtant la contradiction existe. Dans le même numéro de Ligne, la présentation (signée du nom de la revue) soutient que le mouvement des Gilets jaunes est « inédit et inattendu » alors que A. Badiou, dans ce même numéro, ne trouve rien de neuf dans le mouvement des Gilets jaunes⁵. Une telle opposition aurait pu être travaillée éditorialement. Autre exemple frappant : Y. Dupeux et F. Fischbach utilise tous les deux le même travail théorique (celui de l'historien G. Granel⁶) pour établir la distinction entre peuple, populaire et populisme. Or, bien qu'idéologiquement proche et utilisant la même grille théorique, le premier en conclut que les Gilets jaunes est un mouvement populiste et le second que c'est un mouvement populaire. Pourquoi, une telle divergence de vue ? Pourquoi, surtout, ne pas organiser une confrontation entre les deux visions, demander a *minima* une explication sur ces différences de vue à partir des mêmes définitions ? Ce que rend visible cette diversité d'analyses sur les Gilets jaunes, c'est donc la disparition progressive du débat académique. Comprenons nous bien, nous ne parlons pas de la fin des controverses scientifiques et/ou des conflits entre porteurs de paradigmes différentes, mais nous évoquons le manque d'espaces éditoriaux et de lieux de discussion où des chercheurs pourraient sereinement discuter publiquement de leur désaccord de manière, d'une part, à enrichir les approches de chacun et de manière, d'autre part, à éclairer l'opinion publique sur les raisons de ce désaccord.

-Identification imparfaite d'un objet visible et mise en lumière d'un bricolage méthodologique déconnecté de toute réflexion épistémologique. De quoi parle-t-on, quand on parle des Gilets jaunes ? Dans Philosophie magazine, seuls quatre des dix intellectuels sollicités s'essayent à les décrire. Pour B. Stiegler « *Lorsqu'on écoute les « gilets jaunes » on entend les voix de gens un peu perdus vivant souvent dans des conditions insupportables et qui ont le mérite d'exprimer et de conscientiser les limites et les immenses contradictions de la société contemporaine* » (p. 24). F. Wolf tente une définition plus précise. « *La France périurbaine, pavillonnaire, cliente des centres commerciaux, celle qui travaille dur et gagne peu, celle qui n'est pas assez pauvre pour intéresser les plan pauvreté et qui n'est pas assez riche pour s'en sortir avec dignité, celle qui n'a jamais défilé avec les fonctionnaires ou la Manif Pour Tous, décida un jour d'exprimer sa colère contre la taxation du diesel [...]* » (p. 26). Au contraire de ces deux philosophes, le sociologue G. Bronner est plus laconique. Constatant que le mouvement des Gilets jaunes était « sans représentant légitime », il en déduit que « *le mouvement a révélé une homologie structurelle manifeste avec Internet* » (p. 23), tandis que P. Zaoui commence son propos ainsi : « *Il faut sans doute être aveugle et sourd*

5 « *Je dois avouer qu'en tout cas, dans ses débuts, l'année dernière, je n'y ai rien trouvé, que se soit dans sa composition, ses affirmations ou ses pratiques, qui soit à mes yeux politiquement novateur, ou progressiste* » (p. 37)

6 « *La guerre de Sécession* » in *Écrits Logiques et politiques*, Paris, Galilée, 1990.

depuis des années pour n'avoir rien vue de la dégradation continue des conditions de vie des petites classes moyennes [...] » (p. 19). Dans Lignes, qui rassemble pourtant des intellectuels idéologiques plus proches les uns des autres que ceux présentés dans Philosophies magazine, la même difficulté à définir l'objet - que pourtant tout le monde voit dans les médias ! - est présente. Pour la sociologue S. Wanisch : « Les gilets jaunes apparemment ne sont, ni encartés, ni syndiqués, ni clairement politisés [...]. Ils disent qu'ils en ont assez d'être ignorés, c'est-à-dire « invisibilisés » et jamais écoutés [...]. » p. 8). Mais un autre sociologue, P. Corcuff identifie lui « deux des axes principaux du mouvement ayant fait l'objet d'un quasi consensus national ont été : 1. la reconquête publique d'une dignité individuelle et collective au sein de secteurs des milieux populaires et des couches moyennes faces aux injustices socio-économiques et 2. l'aspiration à un démocratie plus horizontale et citoyenne » (p.80). De son côté, le philosophe J. Rogdozinski ne retient pas deux axes mais « quatre traits significatifs : son ancrage social et territorial [zone périurbaines et bourgades isolés], l'absence de chef, l'absence – ou du moins la faible intensité – des tendances racistes et xénophobes, et l'apparition de revendications démocratiques radicales. » (p. 24), alors qu'A. Badiou, lui, reste beaucoup plus généraliste « il y a en France un très fort mécontentement de ce que l'on peut nommer la partie laborieuse, majoritairement provinciale, et aux revenus modérés, de la classe moyenne. Le mouvement des gilets jaunes est une représentation significative en forme de révolte active et virulente, de ce mécontentement » (p. 38). Contre cette approche lointaine, F. Fischbach tente une description plus minutieuse : « un vaste ensemble formé de petits et moyens employés, de petits et moyens fonctionnaires, d'ouvriers, de femmes dites « au foyer » ou travailleurs pauvres, d'artisans, de commerçants, d'agriculteurs, de chefs de petites ou (plus rarement) moyennes entreprises, de retraités de chômeurs, d'auto-entrepreneurs, de travailleurs pauvres et/ou précaires dans les secteurs de l'industrie, du commerce, mais aussi des services, d'employés des collectivités territoriales et de l'Etat. » p. 179). Liste qui se veut exhaustive mais qui n'est pas exactement la même que celle que propose J. P. Millet « travailleurs salariés et petits entrepreneurs – moins nombreux vingt semaines après ; fonctionnaires et salariés du privés ; hommes et femmes, titulaire d'un emploi, chômeurs, titulaires des minima sociaux ; charistes, techniciens de maintenance, infirmier(e)s, soignant(e)s – en EHPAD notamment...- et, certes en minorité, travailleurs et travailleuses issus de l'immigration, Français ou non » (p. 214).

Ce non accord sur l'objet analysé se justifie, par la nature très hétéroclite du mouvement des Gilets jaunes, par une analyse à chaud ne permettant pas la prise de distance nécessaire et par l'absence d'une enquête sociologique coordonnée d'ampleur nationale sur le sujet. Ces divergences dans la définition de l'objet analysé s'explique, en partie, la diversité des analyses (les chercheurs ne parlent pas au fond de la même chose quand ils parlent des Gilets jaunes) et l'incapacité à créer un véritable débat sur la signification de ce mouvement. Il rend aussi visible le bricolage méthodologique qui

fait de la recherche en science sociale un artisanat tâtonnant et non, comme c'est parfois le cas pour la recherche en physique (l'accélérateur de particules du Cern par exemple), une industrie bien huilée obéissant à des règles normées et peu contestées. En effet, la presse a rendu compte des débats méthodologiques entre chercheurs. C'est ainsi que, dans un texte paru sur le site The conversation, le politologue L. Roban indique « *Plusieurs enquêtes ont été menées et tant bien que mal pour tenter de saisir la sociologie « des gilets jaunes », mais elles se heurtent toutes à un problème méthodologique central : on ne dispose pas d'une population de référence pour définir des échantillons fiables. Ce qui a d'ailleurs suscité de nombreuses critiques* » (Roban, 2019). Effectivement, suite à un article publié le 11 décembre dans Le monde présentant les premiers résultats d'une enquête de terrain, un texte intitulé « L'étude sur les gilets jaunes publiée dans le Journal Le Monde : une tribune politique maquillée en propos scientifique » a beaucoup circulé sur le net. Ce texte rend visible une cuisine interne souvent invisible. Il précise, en effet, que pour un échantillon de 166 personnes interrogées la marge d'erreur est de 7,6% ce qui demande, *a minima*, des précautions oratoires beaucoup plus fortes que celles présentées dans l'article du journal Le monde. De plus, cette critique signale qu'interroger les militants dans la rue qui sont considérablement moins nombreux que ceux qui interviennent sur les réseaux sociaux est un choix contestable et qui, pourtant, n'est pas justifiée. De même, ce texte souligne que les villes choisies pour poser les questionnaires ne sont pas forcément celles où les Gilets jaunes sont les plus fortement présents, etc. Ce débat méthodologique, courant dans les thèses beaucoup moins dans les articles grands public, a le mérite de remettre en cause ce lien univoque - cette « vérité correspondance » (Soler, 2000) - que dénonçait déjà Bachelard (1938) entre vérité et recherche scientifique. Elle rend visible tous ces choix effectués plus ou moins sous contraintes, ces ficelles du métier (Becker, 2002) qu'utilisent un chercheur quand il doit rendre compte d'un réel qui échappe toujours aux conditions optimales prévues dans les manuels de méthodologie. Mais, justement, dans « Les Ficelles du métier », H. S. Becker insiste beaucoup sur le lien entre méthodologie et épistémologie. La méthode, on le sait depuis Descartes, c'est aussi une vision de ce que doit être la science. Et si la psychologie expérimentale n'utilise pas les mêmes outils méthodologiques que la sociologie pragmatique, c'est justement, parce que toutes deux ne reposent pas sur la même conception épistémologique de la science. Ce qui est rendu visible, l'importance des choix méthodologiques, se paie ainsi aux prix fort : celui de l'invisibilité du débat épistémologique.

Pour conclure cette première partie, suggérons que, peut être, la chose la plus importante que rend visible le travail des intellectuels ayant pris la parole dans l'espace public pour analyser le mouvement des Gilets jaunes est liée aux propos du philosophe A. Tomès : « *Nous intellectuels, porterons une responsabilité écrasante si la protestation des Gilets jaunes, protestation populaire,*

comme il y en eut beaucoup dans l'histoire, porte au pouvoir un parti xénophobe, qui pourra faire usage de la loi anticasseurs votée par l'Assemblée. » (Tomés, 2019, p. 230). Ces propos font échos aux propos M. Burawoy : « *La sociologie vit et meurt avec la société. Là où la société est menacée, elle l'est aussi. Nous ne pouvons plus compter sur l'État pour contenir le marché. Les sociologues doivent donc tisser leurs propres liens avec la société, autrement dit élaborer une sociologie publique. Nous ne devons plus nous contenter de servir passivement la société, mais également la préserver et la constituer* » (2013, p. 103). Dans ce texte, le sociologue Américain dénonce, à la suite de K. Polanyi, la transformation de nos démocraties en société de marché qui sont, selon eux, anthropologiquement insoutenables. Mais l'on peut, à l'heure où les scientifiques du GIEC (Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat) interviennent dans l'espace diplomatique et dans l'espace public pour préserver notre environnement, élargir le propos à l'ensemble des sciences: il est urgent de développer une science publique. Une science qui, loin de l'héritage scientifique de Platon, assume le fait que Savoir et pouvoir sont liés (Foucault, 1989). Simplement, le pouvoir n'est pas uniquement liée à force, la contrainte ou la domination, c'est aussi la capacité d'agir. Dans cette perspective, la science publique est une science émancipatrice qui cherche non à transmettre une vérité⁷, mais à partager des savoirs. En effet, le chercheur est aussi citoyen, il ne peut pas séparer les deux. D'autant plus qu'il est aussi agent économique. Un agent qui, dans le cadre de l'Union européenne cherchant à faire advenir une « société des savoirs performante, durable et inclusive », est de plus en plus invité à produire des connaissances engendrant de la croissance. Dans ce contexte, se saisir de la question du partage des savoirs est, pour les chercheurs, un moyen de restaurer leur autonomie. Devenir non plus de simples exécutants de politiques économiques visant à marchandiser la connaissance pour faire du profit, mais (re)devenir des acteurs d'un nouveau rapport à la connaissance qui, en réfléchissant, avec les acteurs de la société civile, à la place du citoyen dans la recherche et à la place du chercheur dans la citoyenneté, contribuent à l'élaboration d'une culture scientifique au service de l'intérêt général. Une société de la connaissance qui se construirait sans les citoyens a toutes les chances de devenir non démocratique.

II-Ce que le mouvent des gilets jaune rend visible des sciences de l'information et de la communication

Le mouvement des Gilets jaunes a su rendre visible un certain nombre de maux de la société française. Mais cette visibilité soudaine donnée à une fraction invisible des habitants n'a pas sorti de

⁷ Même si, par la méthodologie mise en œuvre, elle peut et souvent doit établir des faits (le réchauffement climatique), l'interprétation de ces faits (il faut arrêter l'énergie fossile, promouvoir le nucléaire, réduire nos trains de vie, etc.) reste soumis aux débats publics. Débats dans lequel le scientifique intervient avec toute sa légitimité, mais légitimité qui n'est ni supérieure ni inférieure aux autres acteurs (élus, responsables d'ONG, chefs d'entreprises, etc.).

l'ombre la totalité de cette France invisible dont S. Beaud, J. Confavreux, J. Lindgaard (2006) avaient dressé les contours : rien ou presque n'a été dit ou montré dans l'espace public sur le handicap, les SDF, les déserts médicaux, le mal logement, etc. Comme si, placer en pleine lumière une partie de la France qui souffre rejetait automatiquement dans l'ombre une autre partie des invisibles, celle qui n' a peut être plus la force de se révolter. Quoi qu'il en soit, le travail universitaire et journalistique sur le mouvement des Gilets jaunes permet de rendre visible des éléments qui sont parfois un peu oubliés par les chercheurs en sciences de l'information et de la communication (SIC). Nous en avons sélectionné neuf qui nous semblent particulièrement pertinents.

-L'incommunication entre le monde universitaire et le monde journalistique. La plupart des chercheurs interrogés sur les Gilets jaunes, l'ont été alors qu'ils n'avaient pas menés de recherches empiriques sur cet objet ni même sur un objet proche. Ce qui souligne une incommunication (au sens de compréhension imparfaite) entre le monde journaliste et le monde universitaire. Ces deux mondes ne s'ignorent pas, comme en témoigne le site *The conversation* qui se nourrit justement du regard des chercheurs sur l'actualité. Cependant, ils semblent se méconnaître : les intervenants dans l'espace médiatique semblent être choisis en raison de leur titre académique (directeur de labo, responsable de formation) ou du succès de leurs ouvrages, non en raison des travaux qu'ils mènent effectivement. A l'inverse, les chercheurs diffusent leurs travaux dans des blogs ou proposent des tribunes, sans forcément intégrer les contraintes médiatiques et les spécificités de l'écriture journalistique.

-Les effets de réalités des SIC. En 1991, E. Neveu et R. Rieffel, écrivaient un texte, passé un peu inaperçu à l'époque, sur ce qu'ils appelaient « les effets de réalités des sciences de l'information et de la communication » et que l'on nommerait aujourd'hui, la dimension performative des SIC. Cette performativité est documentée pour les sciences de la gestion⁸ et pour les sciences économiques⁹. Elle est devenue, pour les SIC, manifeste aux yeux du grand public lors du mouvement des Gilets jaunes. En effet, une équipe du Lerass (Laboratoire d'Etudes et de Recherches Appliquées en Sciences Sociales) a publié, sur la base d'une analyse des pages Facebook des Gilets jaunes, une étude statistique de donnée textuelle. Le premier rapport (paru le 26 novembre 2018¹⁰) rendu public a été repris par de nombreux journaux et a fait le buzz dans les réseaux sociaux car il montrait un décalage important entre les propos et revendications rapportées par la presse (le cadrage médiatique), et le contenu des échanges et propositions disponibles sur les pages Facebook des Gilets jaunes (les paroles citoyennes). La publicité donné à ce décalage a peut être nourri la colère

8 Cf. par exemple, le travail pionnier, en France, de L. Boltanski (1982) sur l'influence des théories managériales sur la manière dont s'effectue effectivement le management en entreprise.

9 Cf. pour la France les travaux de M. Callon (2006) confirmant ceux de L. Thevenot (2001).

10 Sebbah B. et al. « Gilets jaunes : des cadrages médiatiques aux paroles citoyennes », Observatoire des pratiques socio numérique, 26 novembre 2018.

des manifestants à l'encontre des journalistes dont certains furent molestés, mais il a très certainement eu un effet tangible : aligner le contenu de la presse sur les propos effectivement tenus (multiplications des portraits de Gilets jaunes, citations d'échanges sur les réseaux sociaux numériques, etc.). Tant et si bien que les auteurs de l'équipe toulousaine en SIC ont pu écrire, dans leur deuxième rapport publié le 7 décembre 2018 : *« Si notre précédent rapport a pu constater que le cadrage médiatique insistait particulièrement sur la colère des Gilets jaunes et les conflits d'usages, en faisant croire à tort qu'ils étaient indifférents à la question environnementale, nous avons noté sur cette période un revirement des médias. C'est ainsi que la « politisation dans les pratiques socionumériques », systématiquement minorée alors qu'elle devrait être davantage prise au sérieux par les autorités et les figures installées du monde politique, intellectuel et médiatique, est ici davantage couverte et renseignée mais de manière assez testimoniale et diverse »* (Sebbah et al, 2018, p.1). Ce qui est donc rendu visible à l'occasion de ce changement de cadrage médiatique consécutif à la mise à disposition, dans l'espace public, d'un rapport de recherche en SIC, c'est donc la responsabilité éthique des chercheurs en communication. Dans nos sociétés médiatiques hyper connectés qui sont des sociétés hautement réflexives (Giddens, 1994), la publication d'un rapport de recherche rendant compte de la réalité, modifie cette réalité. Lorsqu'il publie dans l'espace public, le chercheur en SIC est acteur des processus dont il entend rendre compte.

-Une doxa médiatique qui engendre colère et nouveaux médias. Ce n'est pas nouveau. Le référendum européen de 2005 l'avait déjà mis en pleine lumière, le mouvement des Gilets jaunes l'a simplement rendu encore plus visible : la doxa des journalistes de la presse nationale, en particulier celle des éditorialistes, est en déphasage avec une grande partie de l'opinion publique. Il ne s'agit pas seulement d'une question de cadrage - les médias nationaux ne rendant pas compte du mouvement des Gilets jaunes comme ces derniers le souhaiteraient – mais, bel et bien, d'une question idéologique : les éditorialistes des chaînes d'info, particulièrement critiqués par les Gilets jaunes¹¹, rabattant, comme les chercheurs, la pluralité des revendications exprimées, sur celles qui leur convenait (en dissertant sur la demande sociale de réduction d'impôt, par exemple alors que cette demande s'inscrivait dans une demande plus large de justice sociale). Du coup, comme pour Nuits Debouts, de nombreux militants ont créés leurs propres médias (Born to be jaune, par exemple) dont le but explicite était de proposer une information peu couverte, voire volontairement tue, par les médias traditionnels.

-La confluence médiatique. L'opposition idéologique n'interdit pas la confluence médiatique. En effet, le travail des chercheurs toulousains que nous mentionné rend visible ce que T. Guaaybess (2012) avait déjà remarqué à l'occasion de ce que l'on a nommé « le printemps arabe » : les interactions dialogiques (à la fois complémentaires et antagonistes) entre nouveaux et anciens

¹¹ Comme en témoigne l'article paru dans le quotidien gratuit 20 mn intitulé : « Les gilets jaunes ont brisé la chaîne de l'information », paru le 25 janvier 2019.

médias. Il n'y a pas deux sphères hermétiquement séparées obéissant à des logiques distinctes (les médias de masse traditionnelle et les médias socio-numériques), mais un système médiatique complexe où des zones aux logiques différentes (presses sociales, médias audiovisuels, blogs, pur players, réseaux socio-numériques, médias professionnels, médias citoyens, presse gratuite, presse payante, etc.) sont constamment en contact les unes avec les autres. Ces zones médiatiques agissent les unes en fonction des autres cherchant, parfois, à se démarquer les unes des autres mais, le plus souvent, reprenant, sous des angles distincts avec des commentaires idéologiques différents, les mêmes données mises en forme et mise en scène en fonction des caractéristiques techniques propres à chaque dispositif médiatique, de sa ligne éditoriale, de son audience réelle ou supposée, etc. Il n'y a donc pas, d'un côté, une sphère traditionnelle et homogène, dépendante des pouvoirs économiques et politiques, qui n'aurait plus la confiance des citoyens et, de l'autre, une sphère nouvelle et cohérente, libre de tous pouvoirs, qui aurait la faveur des individus. Le conflit même entre journalistes et Gilets jaunes montre que cette dichotomie simpliste ne tient pas compte de la réalité empirique. Si les Gilets jaunes s'en sont souvent pris à la couverture journalistique des chaînes d'info c'est, justement, parce qu'ils regardaient ces chaînes d'infos qui, en retour, analysaient, les pages facebook des Gilets jaunes. Il ne faut donc pas, dans cette affaire, confondre deux phénomènes : l'accroissement de la méfiance, déjà ancienne, des citoyens vis à vis des médias traditionnels¹² et l'existence de deux systèmes médiatiques que tout opposerait. En réalité, la télévision reste la première source d'information. Source d'information bien plus crédible qu'internet (38% de confiance pour l'information télévisée, 25% pour l'information recueillie par internet, suivant le baromètre annuel de La Croix).

-L'erreur journalistique consistant à distinguer l'information vertueuse et la communication perverse. Une des doxa journalistique les plus installée est l'opposition entre l'information qui se prend et la communication qui est donnée. L'information serait une donnée rationnelle vérifiée et la communication une persuasion émotionnelle visant à tromper. Or, ce que mettent en lumière les informations contradictoires qui ont souvent circulées sur les Gilets jaunes et les thèses complotistes qui ont parfois circulé entre les Gilets jaunes, c'est que cette opposition est fautive. Le phénomène des fakes news – terme, rappelons le, utilisé par D. Trump pour discréditer les nouvelles, la plupart du temps exactes, diffusées par les médias hostiles à sa future élection – montre qu'il convient d'avoir une approche moins dichotomique. S'il est vrai, en effet, de dire que le métier de journaliste n'est pas le même que celui de publicitaire, force est quand même de constater, avec D. Bounoux (1995), que la course à l'audience, l'accélération du rythme de diffusion, la soumission de plus en plus forte aux recettes publicitaires ont conduit à développer un infotainment qui soumet le rapport des faits à une logique de séduction. Derrière se constat empirique - incarné par Cyril Hamouna

¹² La baromètre annuel du journal La Croix, indique que la confiance des Français atteint son plus bas depuis 1987 : 38% pour la télé, 50% pour la radio, 44% pour la presse écrite.

offrant dans son émission de divertissement une tribune aux Gilets jaunes - il convient également de faire un rappel théorique. L'information est, étymologiquement, la mise en forme d'une donnée, c'est-à-dire la construction d'un message qui prend en compte simultanément l'intention du journaliste (respecter la ligne éditoriale de son média par exemple) et la réception supposée de l'audience. Autrement dit, une donnée brute ne devient une information que lorsqu'un émetteur lui donne une forme qui est décodée par le récepteur. Il faut donc qu'il y ait communication pour que l'information passe. L'information n'est alors plus la réalité mais une interprétation d'une donnée faite par un journaliste qui va se confronter à l'interprétation des publics diversifiés de son audience. Elle est communication, donc incommunication, compréhension imparfaite. Une information qui s'avère non vérifiée est une fausse nouvelle et si cette fausse nouvelle a été diffusée en connaissance de cause, c'est un mensonge. Seule l'information vérifiée devient connaissance sinon on peut, éventuellement la qualifier de fake news. Ces deux points (empiriques et théoriques) convergent pour rendre visible l'aveuglement professionnel des journalistes sur leur métier, qui est un métier de communication, même si ce n'est pas un métier de la com' (publicitaire).

-La fabrique médiatique des leaders. C'est une vérité largement admise dans les SIC, les médias ne rendent pas compte des événements, il les co-construisent (Dayan, Katz, 1996 ; Hermès, 2006). Élément souvent peu pris en compte par les journalistes, sauf dans le cas, limité, de l'émergence des leaders politiques, comme en témoigne le livre du journaliste H.de Virieu « Médiacratie » (1992). Dans cet ouvrage, qui a été abondamment commenté à l'époque, le journaliste s'interroge sur l'accession à un rôle politique de premier plan d'individus (Tapi, Noir, Kouchner) qui ne sont pas passé par les fourches caudines des partis, mais qui ont su s'appuyer sur leur aura médiatique pour s'inviter sur la scène démocratique nationale. Cette fabrication médiatique des leaders est rendu visible par le mouvement des Gilets jaunes. A ceci près qu'il ne s'agit plus d'aider des hommes ambitieux à faire une carrière politique, mais de donner des leaders à un mouvement de la société civile qui affirme ne pas en vouloir. En effet, alors que les Gilets jaunes refusaient explicitement cette notion de leader, la presse a souvent cherché à trouver des leaders à ce mouvements comme en témoigne l'article de Libé, « Gilets jaunes : les leaders d'un mouvements sans leader ». Dans cet article, daté du 26/27 janvier 2019, le journaliste V. Glad, décrit une structuration du mouvement des Gilets jaunes qui se ferait autour de trois légitimités : celles des réseaux sociaux (les administrateurs des groupes Facebook les plus suivis), celle du terrain (les organisateurs de l'assemblée de Commercy) et celle des médias (les Gilets jaunes plusieurs fois invités pour leur aisance sur les plateaux de télévision). Non seulement les médias fabriquent les leaders d'un mouvement qui avait exprimé l'idée de s'en passer mais ils rendent visible cette fabrication !

-La nécessaire distinction entre action et communication politique. A l'heure des chaînes d'info en continu et de l'omniprésence des réseaux sociaux numérique, d'un côté ; à une époque où le

clivage gauche droit paraît inopérant et où une figure médiatique comme D. Trump accède au pouvoir (après S. Berlusconi en Europe), de l'autre ; il est tentant de penser que, dans les démocraties représentatives en tout cas, l'art politique se résume principalement à l'art de la communication. Il n'en est rien. Les jets de pavé ou le recours à la répression et policière ont montré la dimension centrale de la violence en politique. La violence physique (légitime ou non) est une forme d'action politique qui ne ressort pas de la communication politique, même si cette dernière n'est pas exempte de violences verbales et symboliques. Autrement dit, comme le rappelait H. Arendt, la politique ne se réduit pas à la communication : « *De toutes les activités nécessaires existant dans les sociétés humaines, deux seulement passaient pour politique et pour constituer ce que Aristote nommait Bios politikos : à savoir l'action (praxis) et la parole (lexis) [...]* » (Arendt, 1983, p. 62). C'est pourquoi l'on doit distinguer les communications politiques (discours, affiches, slogans, etc.) et les actes politiques (décrets, recours à la force, manifestation), même si la dimension performative du langage des décideurs et la nécessité d'une communication praxéologique (Quéré, 1991) pour coordonner les mouvements de la société civile créent un pont , large et flou, entre ces deux notions.

-La double dimension, symbolique et physique, de l'espace public. L'espace public est, on le sait depuis Habermas (1978), un espace de médiation. Cet espace de médiation est un espace de légitimation du politique (Habermas, 1978), un creuset d'une identité politique commune (Tassin, 1992), et la scène d'apparition du politique (Arendt 1983). Ce que rend visible le mouvement des Gilets jaunes, c'est que l'espace public est aussi un espace d'engagement. Espace d'engagement qui recouvre deux aspects distincts. Un engagement contraint, tout d'abord. Être visible, faire entendre sa voix c'est, souvent, s'engager dans des dispositifs médiatiques (pages Facebook, plateaux TV, etc.) et/ou dans des dispositifs institutionnels (Le grand débat organisé par le gouvernement). Un engagement volontaire, ensuite. Manifester dans des lieux publics de manière pacifique sur des ronds points ou manifester de manière violente c'est, de toute façon, mettre en jeu son corps comme en témoignent les manifestants décédés sur les ronds points et ceux qui ont perdu un œil ou une main. L'espace public n'est pas seulement marqué par la médiation, c'est aussi le lieu de la confrontation. Ce n'est pas seulement un espace symbolique où se déploie la communication politique, c'est aussi un lieu d'engagement où l'on peut mettre son intégrité physique en jeu. L'espace public virtuel n'existe pas, seule l'articulation dialogique entre la dimension symbolique et la dimension physique constitue la réalité de l'espace public.

-La confusion entre expression publique, débat public et espace public. Ce que rappellent aux chercheurs en SIC, le mouvement des Gilets jaunes, c'est la nécessité de distinguer et d'articuler des notions, qui dans les médias, mais aussi, parfois dans les textes académiques, sont trop souvent confondues. L'explosion d'internet et des RSN a permis de démocratiser l'expression publique :

toute personne équipée peut désormais s'adresser à l'ensemble des personnes équipées. Ces expressions publiques peuvent parfois se croiser voire se répondre (sur une page Facebook, les commentaires d'un blog etc.), mais elles ne deviennent partie prenante d'un débat public qu'à quatre conditions. Un, qu'elles concernent une question d'intérêt général, Deux, que ces échanges soient organisés. Trois, qu'il y ait confrontations d'opinions opposées. Quatre que cette confrontation organisées d'opinions contradictoires soient marquées par le respect (ce qui n'exclue pas la critique *ad hominem*). A l'aune de ces quatre conditions concomitantes ont a, à l'évidence, lors du mouvement des Gilets jaunes, abusé du terme débat public pour décrire le croisement, confus et inorganisés, d'expressions publiques parfois haineuses dans l'espace numérique. Bien sûr, le mouvement des Gilets jaunes a bien engendré des débats publics, à commencer par Le grand débat organisé par la Commission national du débat public. Mais il n'y a pas de liens génétiques entre débat public et espace public. D'une part, les débat publics ne se développent pas forcément dans l'ensemble de l'espace public et peuvent rester confinés à un espace géographique local donné (un quartier, une ville, etc.) et/ou à un espace social particulier (la société civile, le monde politique, etc). D'autre part, nous venons de le rappeler, l'espace public n'est pas seulement un espace symbolique, c'est aussi un espace concret, celui où les acteurs mettent en jeu leur intégrité physique, si bien que les débats publics virtuels ne font pas partie de l'espace public. Au fond, le mouvement des Gilets jaunes visibilise le fait suivant : toutes les expressions publiques ne constituent pas un débat public, l'ensemble des débats publics ne créent pas un espace public.

La visibilité d'un mouvement social comme les Gilets jaunes invite, comme tout mouvement social s'inscrivant durablement dans l'agenda médiatique et politique (Nuits Debouts, le Printemps arabe, la ZAD Notre-dame-des-landes, etc.), à une analyse réflexive sur la communication politique. Bien entendu, un autre chercheur en SIC aurait soulevé d'autres points, mis en avant des « évidences théoriques » opposées à celles présentées, mais l'essentiel n'est pas là. Le but n'est pas d'imposer son regard réflexif comme la seule et unique vérité mais de construire un point de vue soumis à la critique des pairs. Les SIC - l'influence des travaux de l'équipe du Lerass sur le cadrage médiatique de la crise des Gilets jaunes l'a démontré - peuvent avoir des effets de réalité puissants. Il est donc, plus que jamais, nécessaire de favoriser un débat académique sur les notions que nous diffusons dans l'espace public. Trop d'entre elles sont, en effet, utilisées sans avoir été passées au crible d'une nécessaire controverse scientifique sur leur pertinence heuristique.

Conclusion

Le mouvement des Gilets jaunes a été médiatiquement très visible pendant des mois. Pourtant, il n'est pas sûr que cette visibilité ait permis de comprendre ce qu'était ce mouvement. Des problèmes publiques ont bien été identifiées (mal logement, injustice fiscale, etc.), mais la masse même des

données recueillies lors du Grand débat a rendu invisible des centaines, peut être des milliers de revendication¹³. Cette focalisation médiatique sur un petit nombre de problème a-t-elle quant même pu favoriser la solution de ces problèmes ? Pas sûr ! De même, par leur visibilité, les Gilets jaunes ont su imposer des mesures aux gouvernements (retraits de la taxe), mais ont-ils été vraiment été reconnus ? Est-ce que la stigmatisation médiatique et politique (marquée par les termes « violents », « xénophobes », etc.) a permis à ces hommes et ses femmes d'accéder à la dignité qu'ils semblaient réclamer ? Rien ne permet de l'affirmer. Il n'est donc pas du tout certain, sur le plan politique, que la visibilité des Gilets jaunes ait permis la reconnaissance des hommes et des femmes se réclamant de ce mouvement ou ait contribué à résoudre les problèmes qu'ils ont soulevés. Le bilan est-il meilleur sur le plan académique ? Est-ce que cette visibilité a donné aux chercheurs les moyens de cerner et de mieux comprendre les lignes de divergence et de convergence qui traversent la société française ? A la lumière de la multitude d'analyse dont nous avons donné qu'un très faible aperçu il semble que non : la composition sociologique du mouvement reste controversée, sa couleur idéologique aussi. De même, ce qu'il révèle de la société française n'est pas clair, la plupart des analystes intervenant dans l'espace public rabattant l'inconnu sur ses travaux et réflexions antérieurs. Au final, ce que rend visible la diversité du travail académique publicisé sur les Gilets jaunes, c'est, selon nous, la nécessité de réfléchir collectivement à une éthique de la prise de parole dans l'espace médiatique. Il s'agit de développer une science publique (Burawoy 2013) de plus en plus nécessaire dans une société de la connaissance faisant des fruits de la recherche, une production objective, alors qu'ils ne sont qu'une construction personnelle soumise à la critique des pairs. En ce qui concerne les SIC, le mouvement des Gilets jaunes permet d'interroger à nouveau frais des notions insuffisamment fondées (celle d'espace public virtuel et de débat public, par exemple) et invite à remettre en cause des représentations médiatiques qui ont la vie dure (l'opposition tranchée entre médias traditionnels et médias numériques, la dichotomie entre information et communication, etc.). Au final, l'incommunication - c'est-à-dire à la fois le dialogue de plus en plus étroit et l'incompréhension toujours persistante - entre monde académique et monde médiatique est, selon nous, le phénomène principal mis en lumière par notre analyse réflexive. Journalistes et chercheurs en SIC n'arrivons toujours pas à comprendre la communication politique de la même manière. Il n'est pas certain que se soit un mal pour la démocratie. Il n'est pas sûr non plus que ce soit un bien.

Bibliographie

Arendt H. (1983), *La condition de l'homme moderne*, Paris, Calman Levy.

Bachelard G., (1980), *La formation de l'esprit scientifique*, Paris, Vrin (1938).

13 Selon les chiffres officiels 1,5 millions de personnes ont participé au Grand débat. Si on prend le rapport final sur les seules contributions libres (cahiers citoyens, courrier, emails, comptes-rendus des réunions d'initiatives locales), 120 338 idées ont été exprimées qui, on donné lieu seulement 16 préoccupations identifiées et 132 propositions formulées par les organismes chargé de faire la synthèse. Le grand débat national, rapport final, 2019.

- Beaud S., Confavreux J., Lindgaard J., (2006), *La France invisible*, Paris, La découverte.
- Becket H.S. (2002), *Les ficelles du métier : comment conduire sa recherche en sciences sociales*, Paris, La découverte.
- Boltanski L. (1982), *Les cadres*, Paris, Minuit.
- Burawoy, M., (2013), "La sociologie publique face au marché" in I. Hillenkamp, J.L. Laville, *Socioéconomie et démocratie. L'actualité de Karl Polanyi*, Toulouse, Erès.
- Bras G., « Expériences plébéiennes et demandes démocratiques » in Lignes (2019), *Les gilets jaunes : une querelle des interprétations*, Paris, Lignes.
- Bougnoux D., (1996), *La communication contre l'information*, Paris, Hachette.
- Callon M. (2006), « What does it mean to say that economics is performative? » <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00091596/en/>
- Corcuff P., (2019 A), « Et tant pis si les intellectuels de gauche sont fatigués », Revue en ligne AOC, publié le 28/01/2019. <https://aoc.media/opinion/2019/01/28/tant-pis-intellectuels-de-gauche-fatigues>
- Corcuff P. (2012), *Où est passé la critique sociale ?* Paris, La découverte.
- Dayan D., Katz E. (1996), *La télévision cérémonielle*, Paris, Puf.
- Fischbach F., (2019), « Le peuple social ou le retour du populaire », in Lignes (2019), *Les gilets jaunes : une querelle des interprétations*, Paris, Lignes.
- Foucault M., (1989), *Résumé des cours*, Paris, Julliard.
- Giddens A. (1994), *Les conséquences de la modernité*, Paris, L'Harmattan.
- Habermas J. (1978), *L'espace public*, Paris, Payot.
- Heinich N., (2012), *De la visibilité. Excellence et singularité en régime médiatique*, Paris, Gallimard.
- Hermès, (2006), *Événements mondiaux, regards nationaux*, Paris, CNRS éditions.
- Lèbre J., « Le pavillon jaune. Résistances locales contre symbolique nationale », in Lignes (2019), *Les gilets jaunes : une querelle des interprétations*, Paris, Lignes.
- Lignes (2019), *Les gilets jaunes : une querelle des interprétations*, Paris, Lignes.
- Mareste C. (2019), « Du discrédit (Fragments d'un journal) », in Lignes (2019), *Les gilets jaunes : une querelle des interprétations*, Paris, Lignes.
- Morin E., (2004), *La méthode, 6, Éthique*, Paris, Seuil.
- Noiriel G., (2019), « Le mépris de classe des années 1930 à nos jours », article consulté sur son blog le 3 mars.
- Neveu E., Rieffel R., (1991), « Les effets de réalité de sciences de l'information et de la communication », *Réseaux*, N°50.
- Philosophie magazine (2019), « Gilets jaunes et maintenant ? Les regards et propositions de... », Paris, *Philosophie magazine*, N°126.
- Quéré, L. (1991). « D'un modèle épistémologique de la communication à un modèle praxéologique ». *Réseaux*. Vol. 9.
- Roban L. (2019), « Les gilets jaunes, une transition populiste de droite », *The Conversation*, 28 janvier 2019.
- Roger A., Papa F., (2019), « Femmes : plus jamais invisibles », *Le Snesup*, N°672.
- Sebbah B. et al. (2018), « Les Gilets jaunes se font une place dans les médias et l'agenda politique », deuxième rapport de recherche, 7 décembre 2018, Observatoire des pratiques socio-numériques. <https://www.lerass.com/wp-content/uploads/2018/01/Rapport-GJlerass.pdf>.
- Soler L., (2000), *Introduction à l'épistémologie*, Paris, Ellipses.
- Tassin E. (1992), "Espace commun ou espace public?", *Hermès*, N°10.
- Thevenot L. (2001), « Organized Complexity. Conventions of Coordination and the Composition of Economic Arrangements », *European Journal of Social Theory* 4 (4).
- Tomès A. (2019), « Les gilets jaunes, le populisme et la démocratie » in Lignes (2019), *Les gilets jaunes : une querelle des interprétations*, Paris, Lignes.
- Virieu H. de, (1992), *La médiocratie*, Paris, Flammarion.
- Vollaire C. (2019), « L'espace des écarts », in Lignes (2019), *Les gilets jaunes : une querelle des*

interprétations, Paris, Lignes.